Un appui aux écoles communautaires, une contribution soutenue à la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous au Mali

Juin 2014

1. Contexte de l'intervention

Depuis 1996, le Mali s'est engagé dans la refondation de son système éducatif à travers le Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PRODEC) dont la mise en œuvre a commencé en août 1998. Cette refondation tient compte non seulement des réalités nationales (décentralisation et déconcentration de l'éducation, transfert de ressources aux collectivités locales par l'Etat, promotion des écoles communautaires, etc.) mais aussi des réalités internationales tels que les objectifs de l'Education pour Tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le PRODEC est opérationnalisé à travers le Programme d'Investissement dans le Secteur de l'Education (PISE) qui est à sa troisième phase. Les différentes phases du PISE ont permis l'amélioration du taux général de scolarisation ; le renforcement des capacités pédagogiques à travers des formations initiales et continues ; l'appui aux écoles communautaires, l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles ; le transfert de la gestion des écoles fondamentales aux communes ; la promotion de la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA en milieu scolaire, la promotion de l'hygiène et l'assainissement dans les écoles, etc.

L'atteinte de ces résultats encourageants a nécessité le concours de différents acteurs nationaux et internationaux qui ont bénéficié d'un cadre national balisé permettant à chacun de jouer pleinement sa partition dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance scolaire et la rentabilité du système.

L'Association d'Appui à l'auto Développement Communautaire (AADeC), en tant qu'entité nationale non gouvernementale et son partenaire Néerlandais Oxfam Novib ont contribué de façon significative de 2001 à 2012, à **consolider et renforcer cette dynamique tant au niveau local que national à travers le développement d'une éducation de qualité, centrée sur la justice sociale et la formation d'une citoyenneté active.**

A presque deux (2) ans de la fin des OMD et de l'EPT prévue pour 2015, il est important de rendre plus visible les acquis de ce partenariat fécond et constant, fondé sur des valeurs communes institutionnelles et universelles. Aussi, une mission de capitalisation desdits acquis a été opérée courant 2013 dont les grandes lignes constituent la quintessence du présent document.

2. La dimension de l'intervention

L'intervention de AADeC- Oxfam Novib a porté sur l'amélioration de l'offre et la demande de services d'éducation, l'amélioration de la qualité de l'éducation, la promotion de la gouvernance scolaire et la rédevabilité des acteurs. Elle couvre la période de 2001 à 2012.

L'intervention a mis le focus sur l'accompagnement des acteurs dans la création et la gestion des écoles communautaires[1] devant accueillir les enfants scolarisables de 6 à 15 ans, principalement les filles.

L'intervention a été réalisée à Bamako (Quartiers de Senou et de Niamakoro dans le District de Bamako) et dans la région de Koulikoro au niveau de vingt-quatre (24) villages de huit (8) communes du cercle de Kati (Sanankoroba, Dialakoroba, Bougoula, SanankoroDjitoumou, Tièlè, Ouéléssébougou, Tiakadougou- Dialakoro, TiakadougouFaraba).

Le niveau fondamental de l'éducation (1ere année à la 6è année) a été principalement visé par l'intervention du fait de nombreux besoins à ce niveau.

Aussi, les écoles communautaires ont été privilégiées eu égard des efforts fournis par les communautés pour leur création et leur gestion et l'insuffisance notoire de qualité de l'éducation au sein de ces établissements scolaires.

[1] Selon le décret portant réglementation des écoles communautaires en République du Mali – nov. 1994, «c'est une école créée et gérée par les communautés rurales ou urbaines pour permettre au maximum d'enfants d'accéder à un minimum d'éducation. C'est un établissement à but non lucratif dont l'objectif est de faire acquérir et de développer des connaissances instrumentales et professionnelles et de faciliter l'accès aux structures classiques d'éducation. Toute communauté peut ouvrir une école communautaire sur décision de ses membres réunis en assemblée générale et réunis les moyens nécessaires à son fonctionnement, elle en fait la déclaration à l'autorité administrative de son ressort ».

3. Les groupes cibles

- ✓ Le groupe d'impact : enfants (filles et garçons) de 6 à15 ans
- ✓ Les cibles secondaires :
- ✓ Les femmes âgées de 18 à 50 ans : L'amélioration des conditions sociales et économiques de celles-ci peuvent impacter sur la scolarisation des enfants, principalement les filles
- ✓ Les enseignants et enseignantes : encadreurs et transmetteurs de connaissances aux enfants.

4. Les partenaires

- ✓ Les collectivités locales: Communes et conseils de cercle
- ✓ L'Association des municipalités du Mali (AMM)
- ✓ Les chefferies traditionnelles et leaders communautaires
- ✓ Les organisations communautaires de base (CGS et coordinations ; groupements des femmes et réseaux communaux) ;
- ✓ Les radios communautaires et locales
- ✓ Les collectifs et réseaux nationaux et locaux des ONG (COSC-EPT ; GSB ; GP/SP)
- ✓ Les Ministères des domaines concernés et services déconcentrés
- ✓ Le Haut conseil de lutte contre le VIH/SIDA

5. Les stratégies d'intervention

- ✓ L'établissement de conventions d'exécution des projets avec les différents acteurs locaux permettant de définir clairement les rôles et responsabilités de chaque partie.

- ✓ Le renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles et opérationnelles des groupes cibles afin qu'ils puissent mieux jouer leurs rôles, d'assumer leurs responsabilités et de réclamer leurs droits.

- ✓ Le plaidoyer/lobbying pour influencer les politiques et pratiques au niveau local et national et pour davantage soutenir les résultats opérationnels.

- ✓ La recherche de la qualité et la durabilité dans la fourniture de nos services

- ✓ La promotion de la pratique de synergie de travail et de rédevabilité à différents niveaux.
- ✓ La capitalisation des bonnes pratiques à travers la documentation des cas réussis des interventions et leur partage avec les autres acteurs de développement.

6. Les résultats et impacts de l'intervention

L'AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES D'EDUCATION DE QUALITE

Le partenariat AADeC- Oxfam Novib a mis l'accent sur la scolarisation des enfants, singulièrement les filles. Ceci pourrait davantage contribuer à la préparation des adultes de demain et le renforcement de la démocratie à travers une plus grande participation citoyenne. Les acquis à ce niveau sont entre autres :

L'opérationnalisation de stratégies locales définies par les acteurs a permis le recrutement de 4736 enfants pour la période 2001-2012 dont 2140 filles (soit 45,18%) et 2596 garçons (54,82%). Soit en moyenne 526 enfants par année scolaire. Ce taux appréciable de recrutement a été facilité par l'amélioration des conditions d'accueil des enfants au niveau des enceintes scolaires à travers la construction des salles de classes équipées (48), des directions/magasins au nombre de 9, et des latrines séparées pour filles, garçons et enseignants au nombre de 36 ; l'implication de la chefferie traditionnelle et les collectivités locales.

L'amélioration des conditions de travail des enseignants à travers la dotation de 53 tables de maitre, 53 chaises, des armoires de rangement et la construction de 60 logements pour enseignants par les communautés ainsi que l'octroi de terres cultivables, sont d'autres facteurs contributifs à la scolarisation massive des enfants.

03 nouvelles salles de classes

Bloc de latrine à 3 cabines

La promotion du recrutement de femmes enseignantes (24) sur un total de 69 enseignants a contribué à renforcer la confiance des parents des filles à les envoyer en classe**.**

La contribution des Comités de Gestion Scolaires (CGS) a été perceptible et déterminante au niveau de toutes les activités initiées pour promouvoir la scolarisation massive : la sensibilisation des communautés sur la scolarisation des enfants en général et des filles en particulier ; le recensement des enfants scolarisables à travers le système de porte à porte ; le recrutement des enfants ; la mobilisation sociale et de ressources locales au profit des écoles.

L'existence d'infrastructures scolaires en dur a redonné confiance aux communautés locales en général et aux parents d'élèves en particulier. Elle a permis aussi la scolarisation et la sécurisation des enfants et singulièrement les filles comme cela apparaît dans les propos d'un parent d'élèves de l'école communautaire de Dafara : ***« Je ne sais pas si j'allais envoyer ma fille à l'école, tellement que la solidité des bâtiments m'inquiétait. Mais, avec ces nouvelles salles de classe, personne n'hésitera ».***

L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION DANS LES ECOLES

L'amélioration de la qualité des enseignements

Un enseignement de bonne qualité passe obligatoirement par l'existence de certains éléments fondamentaux, notamment, un corps enseignant compétent, des matériels didactiques adéquats et en quantité suffisante, des gestionnaires administratifs compétents, etc. Ce faisant, l'intervention les porté une attention particulière à la formation initiale et continue de 188 enseignants dont 35% de femmes, la réalisation de bibliothèques communautaires scolaires, l'appui à la dotation des écoles en livres.
Le partenariat avec les centres d'animations pédagogiques (CAP) a permis de réaliser le suivi pédagogique périodique des écoles et de 140 enseignants.

Une approche innovante dans le cadre de la formation continue des enseignants fut l'initiation et l'opérationnalisation des pôles communautaires d'échanges pédagogique (PCEP). Formation par les pairs et l'appui d'enseignants plus expérimentés, les PCEP ont permis l'amélioration de la performance de 120 enseignants dont 37 femmes. Au total 10 PCEP ont été créé et fonctionnels.

Les taux de promotions dans l'ensemble des écoles communautaires cibles se sont améliorés. Par exemple le taux de passage en 4ème année pour la période de 2009 -2010 était de 100%. La plupart des bénéficiaires ont fortement apprécié l'activité, certains enseignants (ils) disent qu'ils préfèrent les rencontres PCEP à une formation pédagogique classique.

> Les PCEP constituent une stratégie originale de renforcement des capacités des enseignants et pallient l'insuffisance notoire de moyens des services déconcentrés de l'éducation. Il s'agit de l'organisation d'échanges pédagogiques entre enseignants expérimentés et les jeunes enseignants.
>
> C'est un espace d'échanges et de partage sur les pratiques enseignantes et la vie sociale des enseignants. Il regroupe les enseignants de 2 à 3 écoles proches les unes des autres et fonctionne sous la responsabilité des CGS et des élus locaux.

La dotation des écoles en latrines scolaires séparées filles garçons et enseignants a contribué à réduire le taux d'absentéisme des élèves, principalement les filles, qui pour satisfaire des besoins étaient obligées d'aller à la maison et le plus souvent ne revenaient plus, car retenues par les mamans pour les travaux domestiques. La directrice de l'école de Dégné (commune de Tièlè) ne disait elle pas : ***« Avant la construction des latrines scolaires, on partait parfois dans le village ou en brousse derrière l'école pour nous soulager donc on perdait assez de temps. En plus à notre absence il y a certains élèves qui profitent et partent à la maison sans revenir, mais avec ces latrines tout cela est fini. Aucun élève ou enseignant ne peut avoir un prétexte pour aller dans le village pendant les cours, cela est une très bonne chose, nous remercions beaucoup AADeC ».***

Et cet élève, Oumou FOMBA de la classe de 6ème année de l'école de Diéma, commune de Tiélé d'enchainer : ***« Les élèves n'ont plus besoin d'aller loin pour satisfaire leurs besoins naturels. Aussi les maîtres ne font plus les vas et viens entre l'école et le village pour des besoins naturels, nous restons tous à l'école jusqu'à midi sans perdre beaucoup de temps. Nous, les filles avons honte de faire comme les garçons donc nous partions dans le village, avant qu'on ne revienne le maître a fini de faire des exercices et on ne peut pas comprendre. Mais grâce aux latrines tout ça s'est fini ».***

La promotion de la santé scolaire

Un des déterminants fondamentaux de l'amélioration de la qualité de l'enseignement est la santé des enfants. Ce faisant, l'intervention a mis un accent particulier sur sa promotion au niveau des établissements scolaires. Un club de santé scolaire fut créé au niveau de chaque école pour promovoir l'hygiène et l'assainissement à l'école ainsi que la prévention de la pandémie du VIH/SIDA. L'approche club de santé scolaire a pour objectif de doter chaque école, de structure capable de prévenir et de lutter contre le VIH/SIDA et l'insalubrité en milieu scolaire.

Les principaux acteurs de ces clubs sont les élèves, les enseignants qui les supervisent, les parents d'élèves (à travers les CGS), le Centre d'animation pédagogique (CAP), la commune.

Les élèves siégeant dans les bureaux des clubs sont au nombre 278 pour 24 écoles couvertes dont 144 filles (51,80%) et 134 garçons (48,20%), participent aux ateliers de renforcement de capacités, élaborent les plans d'action avec les enseignants encadreurs. Ils réalisent les séances de sensibilisation au bénéfice des autres élèves, des jeunes déscolarisés ou non scolarisés, les parents.

Les enseignants superviseurs des clubs scolaires de santé, formés sur la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA, accompagnent et supervisent les clubs scolaires de santé dans leur fonctionnement (élaboration de plans d'action, initiation de séances de sensibilisation etc.). 75 enseignants dont 20% de femmes ont été formés avec 95% de taux d'application des leçons en classe sur la pandémie au profit des élèves.

Témoignage de A.H. : *« Dans notre village ici, on ne pouvait pas parler de sexe, jamais. Même entre nous femmes on n'osait pas. On avait honte. Nous cachions nos maladies sexuelles et beaucoup de choses. Mais, aujourd'hui, l'AADeC a permis de faire la sensibilisation, on parle de tout. Ce n'est plus grave. Ce qui a permis de changer les attitudes ici, c'est surtout le fait que l'AADeC fait les campagnes de sensibilisation avec des images. Au début c'est gênant. Mais aujourd'hui tout le monde est d'accord et nous les femmes nous savons que notre rôle est important dans la lutte contre le VIH/SIDA. »*

Les clubs de santé scolaire ont permis de rendre l'espace scolaire propre ; de libérer la parole et de multiplier les débats publics entre enfants et parents sur VIH/SIDA (briser le mythe d'échanges et de discussion entre les enfants et leurs parents) à l'école ; de réduire l'absentéisme des élèves et enseignants pendant les cours ; la prise de conscience par tous les acteurs de l'existence du fléau ; la connaissance de ses modes ou voies de transmission, des moyens de prévention. En d'autres termes, les clubs de santé scolaire ont permis aux élèves de participer à leur propre formation.

LA PROMOTION DE LA PRATIQUE DE BONNE GOUVERNANCE SCOLAIRE ET DE REDEVABILITE

Durant toute la période d'intervention, l'AADeC s'est forcée de promouvoir la pratique de la bonne gestion des affaires publiques et la reddition des comptes au niveau des acteurs et partenaires.

Des lancements des projets, des ateliers bilan annuels, la dissémination des acquis des projets sont entre autres, des actions menées par l'AADeC pour encourager les partenaires à faire autant. Le renforcement des capacités des partenaires milite aussi en faveur de la promotion de cette pratique démocratique.

Les éléments suivants ont été notés comme

des acquis dans ce sens, pouvant servir aussi de facteurs de durabilité de l'intervention.

Le réseautage des comités de gestion scolaire (CGS) au niveau communal

L'intervention a favorisé la création, la formalisation et le fonctionnement de huit (8) coordinations communales de CGS des écoles communautaires, soutenue par les collectivités au premier plan, les communautés et les autorités scolaires locales. ***L'objectif est de mutualiser les capacités et les ressources des CGS pour mieux défendre les intérêts des écoles communautaires***. Trois cent trente-sept (337) membres de CGS de vingt-quatre (24) écoles communautaires dont quatre-vingt (80) femmes, soit 23,73% ont été concernés par cette expérience. Ils ont été formés en vie associative, gouvernance, gestion de l'école en mode décentralisé, plaidoyer, rôles et responsabilités, montage de projet/recherche de financement.

Les actions de plaidoyer initiées par les coordinations communales CGS ont permis la signature de vingt-quatre (24) conventions entre les CGS et les autorités communales ; le renforcement des écoles en matière de manuels scolaires dont deux cent (200) livres pour les bibliothèques et des fournitures scolaires pour cent quatre-vingt-cinq (185) filles.

La recherche et la mobilisation de 69 enseignants issus des instituts de formation des maitres (IFM) dont vingt-quatre (24) femmes ; la mobilisation des conseillers pédagogiques pour le suivi des écoles ainsi que la négociation avec les collectivités locales pour la prise en charge de trente et un (31) enseignants, la formation pédagogique de deux cent cinquante-huit (258) enseignants, sont d'autres exemples illustratifs de la fonctionnalité des coordinations CGS.

Le forum communal sur l'éducation

Véritable exercice démocratique, le forum communal sur l'éducation constitue une tribune d'échange entre les populations et les autorités administratives et communales en charge de la gestion de l'éducation. Le forum a été réalisé au niveau de chaque commune partenaire de l'AADeC, piloté conjointement par les membres des coordinations communales de CGS et les élus.

Durant deux jours les acteurs de la société civile, les services techniques de l'Etat, la chefferie traditionnelle et les partenaires au développement ont identifié et diagnostiqué les problèmes qui minent l'éducation dans les communes respectives. Ensuite des recommandations ont été formulées à l'intention de tous les acteurs et partenaires. Les forums ont mobilisé au total 312 personnes dont 30,44% de femmes

La tenue des forums a permis de renforcer la confiance entre les populations et les autorités communales et administratives. La clarification des rôles et responsabilités de chaque acteur (élus, population, autorités administratives) dans la promotion de l'éducation en mode décentralisé a été aussi un des impacts des forums.

La journée citoyenne

Exercice citoyen d'échanges et de communication, les journées citoyennes, organisées au niveau de chaque commune ont été des tribunes d'interpellation des autorités communales par les coordinations des CGS et les citoyens sur l'état annuel de mise en œuvre des plans locaux de développement et les budgets y afférents.

Organisées au niveau de 8 collectivités locales, les journées citoyennes ont permis à 144 personnes d'y participer, d'améliorer le niveau d'information des populations sur l'état de développement de leurs localités. Compte tenu de sa pertinence, les journées ont été instituées par certaines communes. Les propos de Monsieur Madou Konaté, de la commune de Dialakoroba, cercle de Kati, illustrent à suffisance cette pertinence :

« *Cette activité est une première dans beaucoup de nos communes. Elle est un véritable exercice démocratique car elle permet de débattre en toute transparence les problèmes liés à la faible participation des populations au processus de développement local. Aussi, à travers les journées citoyennes, les populations ont été édifiées des vrais problèmes qui minent le développement des communes, notamment le faible recouvrement des TDRL, la faible participation des populations au processus de développement local, la faible rédevabilité des élus communaux etc.*

Le cadre de concertation des acteurs en éducation

Espaces d'échanges entre tous les acteurs et partenaires de l'éducation au niveau local, le cadre de concertation est initiée par la Commune avec l'appui de l'AADeC pour débattre des problèmes qui minent l'éducation dans la commune et d'envisager des stratégies pour leur résolution.

Formalisé à travers une délibération du conseil communal, le cadre permet à la commune d'avoir une vue d'ensemble et de coordonner toutes les actions de développement en éducation.
Les participants sont constitués d'élus communaux, des membres CGS, des agents de services techniques de l'Etat et des partenaires au développement. La prise en compte des résultats et recommandations des cadres de concertation a permis d'améliorer substantiellement la qualité des plans locaux de développement ainsi que leur budgétisation.

Le cadre a aussi contribué à réduire l'instabilité des enseignants (démission) au niveau des écoles communautaires mais aussi l'augmentation de l'appui des communes auxdites écoles. Les propos de Monsieur Mamery FOMBA, président du CGS de l'école communautaire de Diéma, commune de Tiélé, sont révélateurs de l'importance des cadres :

« Nos écoles existent depuis des années avec des difficultés et problèmes mais personne n'a pensé à mettre en place un espace d'échange pour la recherche d'éventuelles solutions locales. Aujourd'hui grâce à AADeC, je suis sûr que nous pourrons trouver des solutions à nos problèmes à travers ce cadre de concertation puisque tous les acteurs sont là mais aussi les partenaires susceptibles de nous accompagner dans la mise en œuvre des résolutions qui y sont issues».

Le financement multi acteurs de l'éducation

La décentralisation a permis le transfert de la gestion des écoles aux collectivités locales (Décret 314 de juin 2002). Ce faisant, la participation des autres acteurs, principalement des communautés fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années dans le contexte de redistribution des responsabilités du niveau central aux acteurs locaux. Elle est perçue comme une stratégie pour contribuer au développement de l'éducation. Elle constitue un moyen d'assurer la pertinence locale de l'éducation, de favoriser l'appropriation de l'éducation par les communautés, d'améliorer la qualité de l'éducation, ainsi que de contribuer à l'accès à l'éducation des groupes défavorisés.

Les écoles communautaires constituent cet exemple fort intéressant d'intervention des différents acteurs et partenaires de l'éducation, notamment l'Etat, les collectivités, le privé et les communautés.

Cette vision est soutenue par l'AADeC depuis le début de son intervention en 2001. Les acquis de cette stratégie participative de financement a permis de quantifier les investissements des uns et des autres au niveau des écoles encadrées, à hauteur de 211 581 740 francs CFA répartis comme suit :

***Tableau 1* : Financement de l'éducation par les acteurs locaux**

Acteurs	Montant en FCFA
Communautés-Comités de Gestion Scolaire (CGS)	202 955 000
Conseils communaux	1 896 000
Groupements féminins -AGR	6 730 740
TOTAL	211 581 740

On pourrait aussi ajouter à cela les aspects non financiers tels que le temps consacré à la gestion des écoles par les acteurs le suivi des chantiers de construction des infrastructures scolaires, etc.

La contribution de l'Etat est aussi non comptabilisée ici. Elle porte sur la formation des enseignants, le suivi pédagogique des écoles, la dotation de certaines écoles en manuels et la prise en charge partielle du salaire de certains enseignants.

Le leadership féminin au service de l'éducation

Le rôle que joue la femme dans l'équilibre du tissu social au Mali n'est plus à démontrer. Ce faisant l'intervention a mis l'accent sur la promotion sociale et économique des femmes afin de parvenir à une éducation de masse et de qualité au profit des enfants démunis. Les résultats sont fort appréciables :en 2006, les 24 CGS totalisaient 280 membres dont 53 femmes (18,92%) contre 341 membres dont 94 femmes (27,56%) en 2011. Six (06) des 94 femmes occupent des postes de responsabilité au sein des CGS (1 présidente, 01 chargée de projet, 02 trésorières et 02 secrétaires administratives).

Cette situation a eu des incidences positives sur le taux de présence des femmes dans le corps enseignant qui a passé de 23,63% en 2006 à 31,09% en 2011. Parmi les 37 femmes enseignantes en fonction, 03 sont directrices d'école.

Séance de fabrique de savon : village de Nianfala

Soutenues par les initiatives d'AGR financées par l'intervention de l'AADeC, les femmes, organisées en 24 groupements pour un total de 1105 membres, ont activement contribué à la scolarisation de leurs enfants, particulièrement les filles, comme l'attestent les témoignages suivants :

Dans le village de Dégné, cercle de Kati, Kadidia TRAORE bénéficiaire disait ceci : J'ai pu payer une marmite de 25 kg pour ma famille et des cadeaux scolaires pour ma fille.

Une autre femme du village, Fatoumata Cissé a dit ceci : Pendant six mois, je n'ai pas coupé du bois pour faire du charbon afin de pourvoir les vendre, je vendais du couscous et du baigné faits avec l'appui financier que notre groupement nous a octroyé. Les bénéfices m'ont permis de payer les frais de scolarité de mes deux enfants qui s'élevait à 4000 FCFA pour la période.

Témoignage de Mariam CAMARA de Degné, présidente du CGS de l'école de Degné et membre du groupement des femmes du village :

« Il y a, à peu près, 20 ans que les femmes de Dégné n'avaient pas travaillé ensemble, mais aujourd'hui elles se retrouvent grâce à l'AGR. Nous parvenons à acheter aujourd'hui des médicaments pour nos enfants, des fournitures scolaires, financer des cours de rattrapage, venir en appui aux hommes en achetant quelques kg de mil pour la famille ».

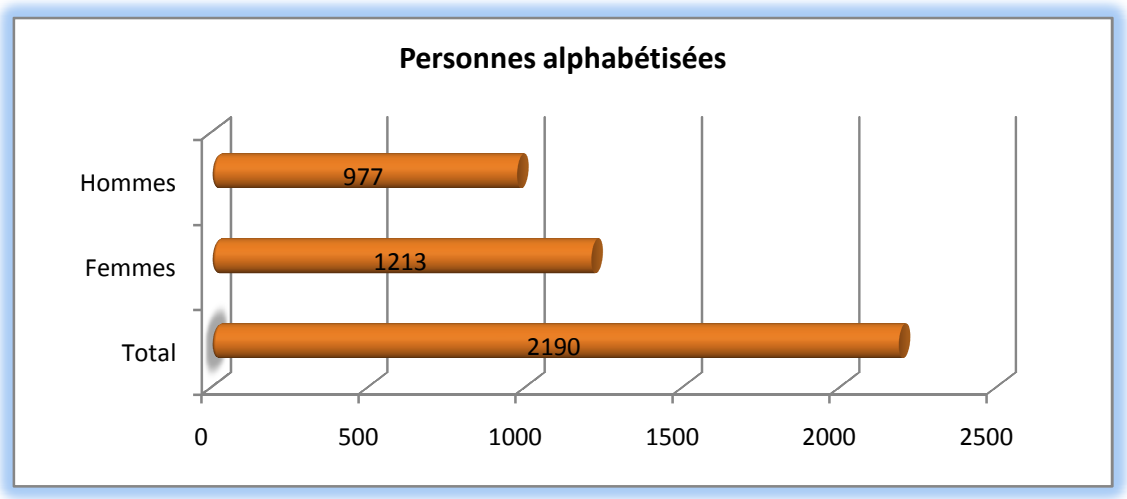
LA CREATION D'ESPACE LOCAL LETTRE POUR SOUTENIR L'EDUCATION DES ENFANTS

Une des stratégies développées pour soutenir et promouvoir l'éducation des enfants a été l'alphabétisation des membres des comités de gestion scolaire, les parents d'élèves et les femmes membres des groupements bénéficiaires des AGR. Bénéfique à double plan d'acquisition de savoirs et de soutien aux écoles, les sessions d'alphabétisation ont contribué à améliorer la gouvernance interne des organisations communautaires, les négociations entre celles et les partenaires ainsi que la gestion de leurs propres affaires, comme le témoigne Haoussatou Diarra, une néo alphabète de la commune de Bayaba: ***« Grâce aux sessions d'alphabétisation, je parviens à écrire et lire correctement en langue locale bambara et je g mon petit commerce »***.

Plafond de salle de classe électrifiée

L'intervention a permis la formation et la fonctionnalité de 2190 néo alphabètes dont 1213 femmes (55%) au niveau de 24 villages. Certains de ces néo alphabètes sont devenus des formateurs attitrés au niveau des centre d'éducation pour le développement (CED) (Souleymane Coulibaly de Safécoro, Karim DIARRA de Gwèlèkoro, Yacouba DOUMBIA de Kandian et Adama Samaké de Sido). Les revenus tirés de leurs nouvelles fonctions professionnelles sont capitaux dans la prise en charge des dépenses de leurs foyers ainsi que le paiement des frais scolaires des enfants. Au-delà de ce qui précède, l'alphabétisation des parents et particulièrement des mères leur a permis de prendre conscience de l'importance de la scolarisation des enfants, de leur suivi et de s'impliquer davantage.

classe à électrification solaire a été expérimentée au niveau de chaque école pour faciliter les sessions d'alphabétisation nocturne.



LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE AU MALI

L'AADeC n'est pas restée isolée et inactive face à la constitution d'une société civile forte et dynamique au Mali. Rentrant dans sa stratégie d'intervention, elle a contribué à la création, à l'organisation et la fonctionnalité de réseaux d'organisations de la société civile tant au niveau national que local. Aussi, en plus des réseaux communaux des groupements, des coordinations communales de CGS, l'AADeC a activement contribué à la création et l'animation de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour l'Éducation pour Tous au Mali (COSC-EPT-Mali), la plate forme gouvernance en milieu urbain, et le Groupe de Suivi Budgétaire au Mali (GSB-Mali).

La COSC-EPT vise à influencer les politiques éducatives et tente de renforcer les capacités organisationnelles de ses membres. Créée en 2006, elle développe un cadre de concertation et d'échanges avec d'autres coalitions sous-régionales et internationales, également actives dans le domaine de l'Éducation pour Tous. La COSC-EPT suit les engagements issus des « semaines mondiales d'actions pour l'EPT » et participe à l'élaboration du programme EPT et à son suivi aux côtés du Ministère de l'Éducation.

Le Groupe suivi budgétaire est un réseau d'organisation de la société civile mis en place en 2007. Il a pour mission de contribuer à la bonne gouvernance budgétaire publique réductrice de l'inégalité et de la pauvreté au Mali. Son objectif général est de contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources publiques de l'Etat et des collectivités. L'AADeC s'y occupe de la thématique éducation et a assuré la présidence du GSB pendant sept (7) ans.

L'appartenance à ces collectif et réseaux a permis à l'AADeC d'amplifier et de faire plus entendre sa voix auprès des autorités nationales et locales, notamment la prise en compte des besoins des écoles communautaires par le Ministère de l'éducation, la formation des enseignants desdites écoles, la transformation des écoles communautaires en écoles communales ou publiques, etc.

7. Les contraintes

- ✓ Le taux relativement élevé de renouvellement de conseillers communaux a constitué une contrainte majeure dans la réalisation des objectifs programmatiques de l'intervention. En effet, il faudrait revoir perpétuellement le cadre de partenariat avec les élus à chaque élection puisque les rentrants sont presque tous des nouveaux qui ne maitrisent pas le processus de gestion de l'éducation en mode décentralisé. Souvent, certains nouveaux élus remettent totalement en cause les acquis antérieurs.

- ✓ La démission de certains enseignants en quête d'opportunités plus prometteuses, constitue un autre facteur qui anéantit les efforts déjà consentis et les résultats antérieurs. Les communautés gestionnaires des écoles communautaires sont souvent démunies de ressources économiques. Elles recrutent alors des enseignants pas très qualifiés et procèdent annuellement au renforcement continu de leurs capacités édagogiques. Malgré l'existence de contrat de travail, certains enseignants bien formés s'offrent le luxe de quitter les communautés pour d'autres emplois plus lucratifs.

- ✓ Malgré les efforts consentis par les ONG et l'Etat, certaines pratiques persistent, notamment, le mariage précoce, le harcèlement sexuel, les corvées domestiques excessives, la préférence de la scolarisation des garçons au détriment des filles, etc. Ces pratiques ont été des contraintes majeures à la réalisation de l'objectif de scolarisation des filles que l'AADeC s'est assignée depuis sa création en 1991.

8. Les leçons apprises

- ✓ L'approche des clubs scolaires de santé est une stratégie locale efficace pour prévenir et lutter contre la pandémie du VIH/SIDA en milieu scolaire et communautaire mais aussi, l'assainissement des espaces scolaires. Ils contribuent à la formation des adultes de demain à travers la responsabilisation des élèves dans la planification et l'exécution des activités.

- ✓ La stratégie de ciblage et d'implication des groupements de femmes dans la gestion de l'école et le recrutement de femmes enseignantes sont pertinents et impactant pour promouvoir la scolarisation des filles.

- ✓ Les pôles communautaires d'échanges pédagogiques (PCEP) sont des occasions d'apprentissages des enseignants entre pairs. Ils permettent de pallier à l'insuffisance de la formation continue des enseignants et du suivi pédagogique des écoles et enseignants.

9. Les défis

- ✓ L'effectivité de la transformation des écoles communautaires en écoles publiques/ communales compte tenu de leur importance numérique au plan national (environ 31%[2] du total des écoles fondamentales) ;

- ✓ La pérennisation des acquis de l'intervention du fait du taux très souvent élevé de renouvellement des conseillers communaux lors des différentes élections locales. Ajouter à cela, les moyens limités des services déconcentrés de l'Etat qui ne leur permettent pas de jouer pleinement leurs rôles d'appui et de suivi des écoles et des collectivités locales ;

- ✓ Le portage conjoint des projets de recherche de financement par les coordinations communales CGS et les élus locaux au profit des écoles communautaires ;

- ✓ L'extension de l'intervention à d'autres zones et à d'autres écoles communautaires comme prôné par les participants à l'atelier national de partage des résultats.

[2] 3121 sur un total de 10237 écoles (Source : annuaire statistique du Ministère de l'éducation, 2010)

Bibliographie

- ✓ AADeC, rapport de capitalisation des acquis du partenariat AADeC-Oxfam en éducation au Mali, 2001-2012, Mars 2013.
- ✓ AADeC, Les pôles communautaires d'échange pédagogique (PCEP): une alternative pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement au niveau des écoles primaires, 2012
- ✓ AADeC, Politique de prévention et de lutte contre le VIH et le SIDA sur le lieu de travail, 2012, Approche méthodologique et conditionnalité de base.
- ✓ AADeC, Prévention et lutte contre les IST/VIH/SIDA et l'insalubrité en milieu scolaire: l'approche des clubs scolaires de santé. Bamako, 2012
- ✓ AADeC, Rapport d'évaluation à mi parcours du programme d'appui à la gestion décentralisée de l'éducation - Phase II (PAGEDE II). Version finale, mai 2011. Bamako: AADeC
- ✓ AADeC, Processus d'accompagnement des communautés dans la création et la gestion des écoles communautaires, 2008
- ✓ AADeC, Document de politique de retrait du programme, octobre 2004
- ✓ AADeC, Evaluation du programme d'appui à l'éducation de base (P.A.EB) N° Mal-501637-0000572. Rapport final, Bamako, juin 2004
- ✓ AADeC, Programme d'appui à l'éducation de base (PAEB) N°MAL-501637-0000572. Plein phare sur une approche novatrice, octobre 2004
- ✓ AADeC, Evaluation externe du programme d'appui à l'école de base (P.A.E.B) N° Mal-501637-0000572. Rapport final, Bamako, juillet 2005. Bamako : AADeC
- ✓ AADeC, Rapport d'étude sur les politiques et pratiques en matière de gestion décentralisée de l'éducation et de santé. Cercle de Kati, octobre 2005
- ✓ AADeC, Diagnostic institutionnel des comités de gestion scolaire et écoles, juillet 2006
- ✓ AADeC, Mise en place et fonctionnement des pôles communautaires d'échanges pédagogiques. Bamako: AADeC- Oxfam Novib
- ✓ AADeC, Processus d'identification et de gestion des AGR, août 2006
- ✓ AADeC, Mise en place et fonctionnement des clubs scolaires de santé. Guide pratique. Bamako: AADeC - Oxfam Novib(2007).
- ✓ AADeC, Evaluation à mi-parcours du programme d'appui à la gestion décentralisée de l'éducation (P.A.GE.D.E). Rapport final, juin 2008
- ✓ AADeC, Rapport d'évaluation finale du programme d'appui à la gestion décentralisée de l'éducation (PAGEDE). Version finale, mars 2009. Bamako: AADeC
- ✓ AADeC, Etude d'impact de l'intégration interne et externe du genre et du VIH/SIDA dans la stratégie d'intervention de l'Association d'Appui à l'Auto Développement Communautaire. Rapport final, novembre 2011. Bamako: AADeC
- ✓ AADeC, Evaluation finale du programme d'appui à la gestion décentralisée de l'éducation - phase II et fonds additionnel N° Mal-501637-7244. 2011.

Conception :
Abdramane Togo
Diory Diarra

Récépissé N°0948 du 07 Septembre 1991-
Accord cadre N°788/256
BP : E2226-Tél: (00223) 20 29 24 22
Quartier Lafiabougou- Commune IV-Rue 426-Porte 104
E-mail : aadec@afribone.net.ml; Site web: www.aadec.net
Bamako- République du Mali